

Pour que l'Europe ne sombre pas dans le cauchemar

Intervention à Vienne, le 20 septembre 2013, au Forum Kreisky *

Alexis Tsipras

Président de Syriza, vice-président du PGE

L'Europe est aujourd'hui menacée au cœur de ses fondements par une dangereuse bombe à retardement sociale et politique. Une bombe à retardement que nous pouvons et devons désamorcer.

Comme vous le savez, je ne suis pas social-démocrate. Mais j'ai pleinement conscience de la grandeur de Bruno Kreisky et de l'importance de la social-démocratie en laquelle il croyait et qu'il a mise en œuvre avec honnêteté et dévouement au cours de sa vie. Et j'ai le plus grand respect pour ce qu'il a accompli.

Si j'ai commencé par dire que je ne suis pas social-démocrate ce n'est pas, bien sûr, pour ériger une barrière idéologique entre vous et moi. Le dialogue et les alliances politiques sont au cœur et dans l'ADN de mon parti, Syriza, comme partie intégrante de la voie démocratique vers le socialisme dans la liberté et la démocratie. Je suis convaincu que je partage avec la plupart d'entre vous les mêmes valeurs ou des valeurs similaires. Toutefois je ne peux pas taire ma surprise et ma déception par rapport au tournant politique pris par la plupart des partis sociaux-démocrates européens au cours des dernières années.

Vous le savez sûrement, en Grèce nous avons récemment connu la résurgence de l'épouvantable phénomène nazi. L'atroce assassinat politique du musicien antifasciste Pavlos Fyssas, dans un quartier du Pirée, témoigne des objectifs et des méthodes du nazisme grec.

En 1967, Bruno Kreisky fut un des *leaders* des mouvements de solidarité européens pour restaurer la démocratie en Grèce. Les démocrates grecs lui se-

ront à tout jamais reconnaissants ainsi qu'à ses camarades autrichiens d'avoir manifesté leur amitié au peuple grec en des temps difficiles.

Je crains que la résurgence du nazisme ne soit liée aux politiques d'austérité draconiennes imposées à la Grèce par la troïka des bailleurs de fonds et les gouvernements grecs successifs, en particulier le gouvernement de coalition actuellement en place entre la Nouvelle démocratie conservatrice et le Pasok.

Aujourd'hui le Pasok connaît une éclipse parce qu'il n'a pas su percevoir les conséquences de la crise elle-même et de la gestion néolibérale de la crise pour un pays en déficit tel que la Grèce, partie prenante d'une union monétaire à l'architecture ébranlée par un choc asymétrique¹.

Chacun de nous a une leçon à tirer de la crise mais plus particulièrement les partis sociaux-démocrates. Dans les années 1990, la plupart des partis sociaux-démocrates européens ont progressivement rompu avec les politiques qui tentent de réguler le capitalisme. Toutefois il y a eu des moments après la Deuxième Guerre mondiale où des socialistes européens courageux et inspirés comme Bruno Kreisky ont emprunté la route des valeurs, des principes et des politiques de la social-démocratie. Dans un récent article du *Spiegel*, le chroniqueur du *Financial Times*, Wolfgang Munchau, a observé :

« Le SPD a fini d'abandonner le keynésianisme quand le dernier keynésien du parti, Oskar Lafontaine, l'a quitté en 1999 et a laissé le champ libre à Gerhard Schröder qui a poursuivi ses réformes de l'économie de l'offre. Aujourd'hui le SPD n'est plus qu'un parti conservateur de plus favorable à l'économie de l'offre dont les différences avec la CDU se réduisent à des débats sur la distribution mais ne portent plus sur les questions fondamentales. C'est pourquoi le débat entre Merkel et Steintrück a été aussi bancal – un duo comme l'ont appelé certains journaux. »

Je partage totalement ce point de vue. Si les sociaux-démocrates avaient respecté l'héritage d'hommes d'État tels que Bruno Kreisky, Willy Brandt ou Olof Palme, l'Europe ne serait pas le désert néolibéral qu'elle est devenue aujourd'hui.

Souvenons-nous tous de la crise de 1929. Permettez-moi de résumer en deux phrases ce qui s'est alors passé :

1. Ce qu'on pourrait appeler la « monnaie commune » de cette époque, l'éta-lon-or comme système de taux de change fixe, a volé en éclats et a été réduit en poussière.
2. Les gouvernements, niant tout défaut de conception architecturale d'ensemble, ont mis l'accent sur l'austérité et la politique de sortie de crise par les exportations nettes.

Les historiens associent ce dispositif de politiques économiques à la montée du fascisme en Europe du Sud et du nazisme en Europe centrale et du Nord. Avez-vous noté les similitudes avec la situation actuelle en Europe ?

La zone euro ressemble à l'étalon-or avec une différence aggravante : au lieu d'un taux de change fixe entre les monnaies, nous avons une monnaie unique dont il est impossible de s'échapper dans un moment de crise grave. Mais, parce qu'elle est si mal conçue, cette monnaie commune a entraîné deux choses terribles. Deux choses qui rendent l'analogie avec l'étalon-or tout à fait juste.

Tout d'abord, elle a provoqué, au cours des premières années de son existence, des mouvements massifs de capitaux provenant des excédents des pays développés de la zone euro vers la périphérie. Les pays excédentaires ont des industries oligopolistiques à forte intensité capitaliste qui produisent des biens d'équipement et des biens de consommation que la périphérie ne peut pas produire du tout – ou à un prix compétitif.

Par sa nature même, une union monétaire entre des économies avancées et une périphérie moins avancée et sous-capitalisée générera des excédents commerciaux.

Mais ces excédents commerciaux créent aussitôt dans les pays excédentaires des montages de profits qui dépassent de loin leurs besoins en investissement.

Le résultat est que les taux d'intérêt s'effondrent dans les pays excédentaires et c'est cette raison qui pousse les banquiers du Nord à réorienter leurs capitaux vers la périphérie où les taux d'intérêt sont plus élevés. C'est pourquoi les capitaux affluent vers la périphérie en grandes quantités.

Et pourquoi ce flux de capitaux pose-t-il problème ?

Parce que l'argent qui afflue à la périphérie engendre des bulles. En Grèce, il a provoqué une bulle de la dette publique puisque l'État a emprunté au nom des promoteurs cleptocrates² qui ont ensuite utilisé l'argent pour provoquer toutes sortes de bulles indirectes. Puis, d'un seul coup, chose tout à fait prévisible, *Wall Street* s'est effondrée en 2008. Tout le capital qui avait inondé la périphérie l'a aussitôt quittée. Et ceux qui n'avaient jamais bénéficié de l'une de ces bulles ont fini par devoir tout l'argent.

Tout comme Hoover, à la fin des années 1920 et 1930, les gouvernements européens conservateurs et sociaux-démocrates ont exigé que les dettes irrécupérables soient payées. Mais comment ? Avec de nouvelles dettes venant des pays excédentaires.

C'est ainsi que la Grèce a fini par faire faillite, en mai 2010, en acceptant le prêt le plus important de l'histoire de l'humanité, ce qui a accéléré la baisse de revenu national.

L'absence de sociaux-démocrates dans la tradition de Bruno Kreisky a créé l'espace politique pour les politiques anticrises qui ont provoqué une nouvelle et invisible paroi économique entre les pays excédentaires créanciers du Nord et les pays déficitaires débiteurs du Sud.

Je parle depuis un moment déjà et j'ai à peine évoqué la Grèce. Permettez-moi donc de dire quelques mots au sujet de mon pays qui souffre depuis si longtemps.

La Grèce n'est pas un cas particulier. La Grèce est peut-être le maillon le plus faible de la chaîne de la zone euro. Mais même si la Grèce n'existait pas, la chaîne de la zone euro aurait un autre maillon qui serait le plus faible. Pour simplifier, la Grèce a été le canari de la mine dont la mort devait sonner l'alarme pour avertir les mineurs – le reste de nos partenaires européens – qu'il y a un problème dans la mine.

Au lieu de cela, le canari agonisant est presque mort de faim. Il a été traité comme un bouc émissaire.

Même si la Grèce avait réussi à devenir beaucoup plus maigre, en meilleure forme et modernisée avant 2008, nous sommes tombés à plat ventre au sein d'une zone euro qui ne pouvait pas résister au séisme de 2008. Peut-être que nous n'aurions pas été les premiers à tomber. Mais nous serions tombés de toute façon. Car si l'Irlande, le pays en tête de toutes les listes des « bons » résultats, est tombée, la Grèce devait aussi tomber. Comme le Portugal, l'Italie, l'Espagne – et, peut-être même, la France.

Je ne veux pas dire que la Grèce n'a pas besoin de réformes ou n'a pas de faiblesses. Ce serait absurde. Tout cela est vrai. Mais il ne peut y avoir aucune réforme si l'économie s'effondre.

Il existe une autre vérité dont vous pouvez ne pas avoir entendu parler. Notre cleptocratie s'est entendue avec les élites européennes pour propager un certain nombre de mensonges sur la Grèce. Ces mensonges reportent la faute des cleptocrates concernant les faiblesses de notre pays sur le peuple grec ordinaire qui travaille dur. Ces mensonges les aident à imposer des politiques terribles pour la Grèce, terribles pour l'Autriche et le reste de l'Europe, mais excellentes pour les banquiers en faillite et pertinentes aux yeux des eurocrates.

Permettez-moi de dissiper certains de ces mythes mensongers :

- *Mythe numéro un* : La main d'œuvre grecque est surprotégée.
- *Mythe numéro deux* : Les Grecs sont paresseux.
- *Mythe numéro trois* : Le marché du travail grec est trop rigide. Mais savez-vous que depuis 2001, chaque année, un tiers des travailleurs salariés sont licenciés ?
- *Mythe numéro quatre* : Les chômeurs grecs reçoivent des indemnités d'assurance-chômage trop généreuses.
- *Mythe numéro cinq* : Entre 2000-2009, les salaires réels en Grèce ont convergé vers les salaires réels moyens de la zone euro. En réalité, ils n'ont jamais atteint ce niveau.

Je pourrais encore continuer. Mais je m'arrête là.

Si vous voulez vraiment comprendre pourquoi la Grèce est encore en dépression, la réponse est simple : elle est prise dans une zone euro qui impose l'austérité à la Grèce et au reste de la périphérie.

Cependant, maintenant que nous sommes dans la zone euro, le coût de son démantèlement serait terrible pour nous tous. Donc, même si nous pensons

qu'il s'agit d'une union monétaire terrible qui divise nos peuples au travers d'une monnaie unique, nous devons la refonder. Malheureusement, cette refondation ne sera pas facile. Certains ont d'énormes intérêts à garder les choses telles qu'elles sont.

- Les banquiers en faillite de Grèce et d'Espagne, en totale coopération avec les banquiers en faillite d'Allemagne et de France, ne veulent aucun changement drastique.
- Les politiques actuellement au pouvoir, eux non plus, ne veulent pas de changements radicaux.
- Les eurocrates refusent expressément d'admettre qu'ils ont conçu de mauvaises institutions.

Mais si les banquiers, les politiciens au pouvoir et les eurocrates arrivent à leurs fins, l'Europe se désintègrera.

Voulez-vous un aperçu de ce qui va se passer ici, à Vienne, lorsque la maladie se propagera depuis la périphérie, comme cela finira par se produire ? Venez en Grèce et regardez vous-mêmes les magasins condamnés, les usines vides, les visages effrayés des migrants qui rentrent chez eux à la nuit tombée.

Il ne faut pas en arriver là.

Syriza gagnera les prochaines élections en Grèce et réussira un changement politique fondamental.

Un gouvernement de gauche en Grèce tendra la main aux sociaux-démocrates européens, aux libéraux d'Europe à la pensée libre, à tous les Européens qui ne veulent pas que l'Europe sombre dans le cauchemar.

Nous leur demanderons de se joindre à nous dans un projet commun : la stabilisation de la zone euro – première étape vers une Europe ouverte, démocratique et solidaire. Pour cela, nous devons négocier de façon déterminée avec les principaux leviers du néolibéralisme institutionnel à Francfort, à Berlin, à Bruxelles, à Paris. Nous aurons besoin de votre soutien pas seulement pour parvenir à un meilleur résultat pour la Grèce mais pour forger une meilleure Europe, une Europe humaine.

Un gouvernement Syriza ne demandera pas aux travailleurs qui souffrent en Allemagne ou en Autriche de financer notre reprise, contre leurs intérêts. Un gouvernement Syriza mettra sur la table un plan Marshall européen, qui comprendra une union bancaire adaptée, une dette publique gérée de manière centralisée par la BCE, un programme massif d'investissements publics.

Nous réclamons par-dessus tout une conférence spéciale sur la dette européenne dans l'ensemble de la périphérie, analogue à la Conférence de Londres de 1953 sur la dette allemande de l'époque, qui a décidé d'en supprimer une grande partie, un moratoire sur le paiement des intérêts et une clause de croissance.

Telles sont les exigences minimales d'un futur gouvernement Syriza. C'est possible aujourd'hui :

- Sans aucune modification du traité.
- Sans que les contribuables allemands ou autrichiens soient obligés de payer pour la périphérie.
- Sans aucune perte de souveraineté de nos parlements.

J'ai l'intention de regarder le travailleur allemand ou autrichien dans les yeux et de lui dire : Ils nous ont fait accepter de vous le prêt le plus important de l'histoire. Mais cela n'a nullement bénéficié à notre peuple. C'était tout un stratagème cynique pour transférer les pertes des registres bancaires du Nord sur vos épaules.

Il ne sera pas facile de convaincre M^{me} Merkel, M. Asmussen, M. Draghi. Nous devons être prêts à subir les conséquences de leur résistance.

Mais je suis prêt à subir ces conséquences.

La seule alternative est d'accepter la mort lente de ma nation et la lente désintégration de la zone euro – qui détruira l'Union européenne elle-même.

Pour conclure, mon parti, Syriza, a l'intention de promouvoir un agenda européen pour sauver la zone euro comme moyen d'accorder à la Grèce une chance de respirer. Je ne sais pas si le parti social-démocrate autrichien me rejoindra dans cette lutte pour sauver l'Europe d'elle-même. Mais je suis convaincu que Bruno Kreisky aurait voulu se joindre à moi.

Unissons-nous pour accomplir ce qui est nécessaire – à travers l'Europe. ■

Notes

* Bruno Kreisky était un responsable politique social-démocrate autrichien mort en 1990. Il a travaillé à renforcer le dialogue international. Il a notamment favorisé le dialogue Nord-Sud et a contribué à la création de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Le « Forum Bruno Kreisky pour un dialogue international » est une association fondée en 1991 pour poursuivre l'œuvre de Kreisky sur le plan international. Il organise des rencontres et colloques internationaux auxquels il invite des hommes politiques et des universitaires de renom.

- 1) Un choc asymétrique est une modification brutale du niveau de la demande ou de l'offre affectant un pays ou un groupe de pays. Depuis la création de l'euro, les chocs asymétriques ne peuvent plus être amortis par les politiques monétaires des pays concernés.
- 2) La cleptocratie (ou kleptocratie) désigne un gouvernement dont les membres recherchent principalement le statut et le gain personnels au détriment des gouvernés. C'est un gouvernement de voleurs, avec un État qui exploite et dérobe les ressources nationales pour leur propre profit.